



CHAPITRE 192

LOI CONCERNANT L'ÉTABLISSEMENT D'ASILES POUR LES IVROGNES

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi Titre abrégé.
des asiles pour les ivrognes.*

SECTION I

DES PROCÉDURES PRÉLIMINAIRES POUR L'ÉTABLISSEMENT DE CES ASILES

2. Quiconque veut former ou diriger un asile privé Demande
destiné au traitement des ivrognes d'habitude, doit en d'érection
adresser la demande au lieutenant-gouverneur en con- d'asile pour
seil. S. R. (1909), 4267. les ivrognes.

3. Il doit justifier:

- 1° Qu'il est majeur et exerce ses droits civils;
- 2° Qu'il est de mœurs irréprochables;
- 3° Qu'il est médecin; ou, s'il n'est pas médecin, qu'il s'est assuré les services d'un médecin à cet effet, lequel est agréé par le gouvernement, qui peut toujours le révoquer. S. R. (1909), 4268.

Ce qui doit
être justifié.

4. Dans le cas de la révocation du médecin, avis suf- Remplace-
fisant doit en être donné au directeur, qui est tenu de le ment du mé-
remplacer à la satisfaction du gouvernement; à défaut decin révo-
de quoi l'asile est fermé dans les huit jours de l'avis qui qué.
lui en est donné à cette fin. S. R. (1909), 4269.

5. Le requérant doit indiquer, dans sa demande, le Contenu de
nombre et le sexe des patients que l'asile peut contenir; la demande
il en est fait mention dans l'autorisation. S. R. (1909), du requé-
rant.
4270.

6. Il doit déclarer si l'asile sera uniquement affecté Déclaration.
aux ivrognes d'habitude, ou s'il recevra d'autres malades.

Dans ce dernier cas, il est tenu de justifier, par la pro- Plan de l'a-
duction du plan de l'asile, que le local consacré aux ivro- sile.

gnes d'habitude est entièrement séparé de celui qui est affecté au traitement des autres malades. S. R. (1909), 4271.

Ce qui doit être justifié.

7. Il doit justifier:

1° Que l'asile n'offre aucune cause d'insalubrité;

2° Qu'il peut être alimenté en tout temps d'eau de bonne qualité et en quantité suffisante;

3° Que, par la disposition des lieux, il y a possibilité de séparer complètement les sexes;

4° Que toutes les précautions ont été prises, soit dans les constructions, soit dans la fixation du nombre des gardiens, pour assurer le service et la surveillance de l'asile. S. R. (1909), 4272.

SECTION II

DES POUVOIRS ET DES DEVOIRS DES DIRECTEURS DE CES ASILES

Remplacement du directeur.

8. Le directeur de l'asile peut, à l'avance, faire agréer par le gouvernement une personne qui se chargera de le remplacer dans le cas où il viendrait à cesser ses fonctions par suite de suspension, d'interdiction judiciaire, d'absence, de faillite, ou pour toute autre cause.

Devoirs des héritiers du directeur.

Dans le cas de décès, ses héritiers ou ayants cause sont tenus de désigner, dans les huit jours, un nouveau directeur pour en remplir provisoirement ou définitivement les fonctions, à défaut de quoi l'asile doit être fermé dans les huit jours de l'avis qui leur en est donné à cette fin. S. R. (1909), 4273.

Devoirs du directeur qui veut augmenter le nombre des patients.

9. Lorsque le directeur désire admettre dans l'asile plus de patients que le permet son autorisation, il doit en formuler la demande et justifier que les bâtiments primitifs ou additionnels et leurs dépendances sont convenables et suffisants. S. R. (1909), 4274.

Demeure du directeur.

10. Le directeur doit demeurer dans ou auprès de l'asile, lequel est sujet, en tout temps, au contrôle du gouvernement, et à la visite et aux ordonnances des inspecteurs des prisons, hôpitaux et autres institutions approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. (1909), 4275.

SECTION III

DE L'OCTROI ET DU RETRAIT DE L'AUTORISATION

Règlements relatifs à l'autorisation.

11. L'octroi de l'autorisation et sa continuation sont sujets aux arrêtés et règlements passés à cet effet par le lieutenant-gouverneur en conseil, qui définit en même

temps les pouvoirs et privilèges ainsi que les devoirs et obligations du directeur de l'asile. S. R. (1909), 4276.

12. Le retrait de l'autorisation peut être prononcé, Retrait de l'autorisation. suivant la gravité des circonstances, dans tous les cas d'infraction aux lois et aux ordonnances susmentionnées et notamment dans les cas suivants:

1° Si le directeur reçoit un nombre de personnes supérieur à celui fixé par l'ordonnance d'autorisation

2° S'il reçoit des personnes atteintes de maladies autres que celles qu'il a déclaré vouloir traiter;

3° Si les dispositions des lieux sont changées ou modifiées de manière qu'ils cessent d'être propres à leur destination ou si les précautions prescrites pour la sûreté des patients ne sont pas constamment observées;

4° S'il est commis quelque infraction aux dispositions des règlements concernant la régie interne en ce qui concerne les mœurs;

5° S'il a été employé à l'égard de quelque patient des traitements contraires à l'humanité. S. R. (1909), 4277.

13. Pendant l'instruction relative au retrait d'autorisation, l'asile est sous le contrôle de l'inspecteur des Contrôle de l'asile durant l'instruction relative au retrait. prisons, hôpitaux et autres institutions, qui est désigné à cette fin par le gouvernement. S. R. (1909), 4278.

SECTION IV

DISPOSITIONS DIVERSES

14. Il ne doit pas y avoir, dans la province, plus de Nombre des établissements. quatre établissements pour la réception et le traitement des ivrognes d'habitude. S. R. (1909), 4279.

15. Nulle personne ne peut être gardée ou retenue, Défense de retenir quel qu'un contre son gré. contre son gré par le directeur de l'un de ces asiles, à moins que le directeur n'y soit autorisé par un ordre de l'un des juges de la Cour supérieure. S. R. (1909), 4280.

16. Toute personne, sur son admission par écrit si- Internement sur demande du patient. gnée par elle devant un juge de la Cour supérieure, qu'elle est ivrogne d'habitude et qu'elle désire être internée dans un de ces asiles, pour l'espace de temps par elle fixé, peut y être admise pour l'espace de temps fixé par le juge, sur sa demande, laquelle demande est remise au directeur de l'asile, et est une autorisation suffisante pour y détenir cette personne durant le temps mentionné dans telle demande. S. R. (1909), 4281.

Cas de personnes s'échappant de l'asile.

17. Dans le cas où un détenu s'échappe d'un de ces asiles, il est du devoir du directeur ou du médecin visiteur d'arrêter ou de faire arrêter tel détenu par toute personne, sans mandat, dans les quarante-huit heures de sa fuite, et de le ramener dans l'asile; si le détenu n'a pu être arrêté dans les quarante-huit heures, il est du devoir du directeur ou du médecin visiteur de l'arrêter ou de le faire arrêter pendant le mois de sa fuite, sur mandat, sous la signature de l'un d'eux, suivant la formule 1, et ledit détenu, ainsi arrêté, est interné de nouveau dans l'asile d'où il s'est échappé, pour les mêmes raisons et sous la même autorité qu'il était interné avant son évasion. S. R. (1909), 4282.

Pénalité pour contravention.

18. Quiconque contrevient aux dispositions précédentes est passible d'une amende de pas moins de cinquante dollars et d'un emprisonnement de deux mois à défaut de paiement. S. R. (1909), 4283.

Poursuites.

19. Toute poursuite pour contravention à la présente loi est intentée par un des inspecteurs des prisons, hôpitaux ou autres institutions en son propre nom, pour Sa Majesté, devant tout tribunal de juridiction compétente. S. R. (1909), 4284.

SECTION V

DE LA VENTE DE LIQUEURS ALCOOLIQUES A DES IVROGNES D'HABITUDE

Punition pour vente, etc., de liqueurs à des ivrognes d'habitude.

20. Toute personne qui vend, donne ou procure, sciemment, des liqueurs alcooliques à une personne interdite pour cause d'ivrognerie d'habitude encourt, pour chaque contravention, une pénalité de quarante dollars, recouvrable par le curateur au profit de la famille de la personne interdite, sur poursuite sommaire, dans les trois mois de la commission de l'infraction, devant un juge de paix du district où cette infraction a été commise; et, à défaut de payer cette amende, avec les frais de poursuite, dans les délais fixés par le juge de paix, la partie contrevenante est emprisonnée dans la prison commune du district où se trouve sa résidence, pour l'espace de trois mois, à moins que cette amende et les frais et ceux de l'emprisonnement et du transport du défendeur à la prison ne soient plus tôt payés. S. R. (1909), 7256.

1.—(Article 17)

Mandat pour arrêter un patient en fuite

Province de Québec, }
District d }

Asile de

A , et à tous les constables ou officiers de
paix du comté de , dans le district de .

Attendu que le jour du mois de ,
19 , pendant le mois à compter de ,
C. D., un patient interné dans l'asile de
à , dont je suis le directeur (ou médecin visiteur)
s'est échappé dudit asile;

A ces causes; les présentes sont pour enjoindre, vous
lesdits , et lesdits constables ou officiers de
paix, au nom de Sa Majesté, d'arrêter le dit C. D. et de
le conduire en sûreté à cet asile et le remettre à ma
charge.

Donné sous mon seing, à , ce
jour du mois de , en l'année de Notre-Seigneur
19 .

(Signature.)

Directeur (ou médecin visiteur).

S. R. (1909), 4284, formule A.
